

“

L'ambition climatique de la nouvelle Commission européenne est forte, et tant mieux”



© JÉRÉMIE WACH-CHASTEL

Editorial

par Guillaume Duval

VŒUX CLIMATIQUES

Face au changement climatique, l'année 2020 ne se présente pas a priori sous les meilleurs auspices. A la COP25, en décembre dernier, il n'y a pas eu d'entente sur les modalités d'application de l'accord de Paris. Et aucun des grands pays émetteurs n'a relevé ses engagements, très insuffisants, de baisse des émissions de gaz à effet de serre : malgré les multiples alertes climatiques, le blocage des Trump et autres Bolsonaro a été efficace. Il reviendra donc au Royaume-Uni, qui accueillera la COP26 à Glasgow en décembre 2020, de remettre le processus sur les rails avant l'entrée en application de l'accord en 2021. L'opinion britannique est très mobilisée sur ce sujet et, quoi qu'on pense de Boris Johnson, on peut espérer que nos voisins auront à cœur de « faire le job » comme les Français en 2015.

Ce coup de frein ne doit pas empêcher l'Europe d'accélérer sa transition énergétique. D'abord, parce que c'est nous qui avons inventé la révolution industrielle : nous devons donc montrer l'exemple pour réparer les dégâts. Mais il y a là aussi un enjeu d'indépendance à l'égard de régimes aussi peu recommandables que ceux de Vladimir Poutine ou Mohammed ben Salmane. Et si nous ne nous

passons pas du gaz et du pétrole, nous ne pourrons pas maintenir nos modèles sociaux dès que leurs prix augmenteront. Ursula von der Leyen et la nouvelle Commission européenne proposent de viser la neutralité carbone en 2050 et une baisse de 55 % de nos émissions en 2030 par rapport à 1990, au lieu des 40 % prévus jusqu'ici. Comme toujours, il faudra veiller à ce que les égoïsmes nationaux ne dénaturent pas ce projet et s'assurer que les moyens suivent. Il n'empêche : l'ambition est forte, et tant mieux.

Quant à la France, son gouvernement a certes joué un rôle utile en 2015 avec l'accord de Paris. Mais depuis, elle n'a guère fait ses devoirs à la maison. Les émissions des transports et des bâtiments n'ont quasiment pas baissé et l'Hexagone est le deuxième pays d'Europe le plus en retard pour le déploiement des énergies renouvelables. Et ce ne sont pas l'arrêt de la hausse de la taxe carbone suite au mouvement des gilets jaunes ou la nouvelle baisse du crédit d'impôt pour la transition énergétique (Cite) en 2020 qui vont améliorer les choses. Est-ce que la Convention citoyenne pour le climat, lancée à l'automne dernier, va permettre de lever enfin les blocages qui empêchent le pays de se placer à la hauteur de l'enjeu ? Il faut l'espérer. ■